

Nos propositions sont bonnes, raisonnables et rationnelles. Nous ne prétendons pas que l'on doive nécessairement réduire d'un seul coup les impôts de tous les Canadiens. Nous soumettons simplement un certain nombre de propositions à l'attention du gouvernement. La suppression de la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction permettrait à elle seule une relance de l'économie canadienne de quelque 200 millions. La suppression de la surtaxe de 3 p. 100 remettrait environ 150 millions de dollars dans le circuit de l'économie. Il y a au moins cinq ou six façons différentes de réduire les impôts. Une telle réduction aurait des effets bénéfiques sur l'économie. Si toutes ou partie de nos propositions étaient acceptées, cela se traduirait par une injection dans l'économie nationale de 200 millions à plus d'un milliard, selon les cas. Il faut en tenir compte. Nos propositions ne forment pas un tout indivisible.

Dans les circonstances actuelles, nous ne pouvons pas les développer en détail. Nous estimons néanmoins qu'elles valent la peine d'être examinées. Si le ministre n'est pas prêt à accepter les propositions de l'opposition, peut-être sera-t-il mieux disposé à expliquer aux Canadiens les mesures que compte prendre le gouvernement afin que ceux-ci aient l'occasion de juger de leur efficacité. Si le ministre ne veut pas accepter, pour le moment, les propositions de l'opposition, nous le défions de nous soumettre des projets concrets. Qu'il les soumette au jugement de la Chambre et du peuple. Qu'il nous laisse juger de leur valeur et de leur efficacité à réduire le chômage.

● (5.30 p.m.)

En un mot comme en cent, monsieur l'Orateur, le pays a, en ce moment, un besoin fondamental qui dépasse tous les autres. Ce besoin n'a rien à voir avec la monnaie, la taxe sur les matériaux de construction, la surtaxe ou la réduction d'impôt sur le revenu personnel. J'estime que les Canadiens sentent que le plus grand changement nécessaire au Canada aujourd'hui est un changement d'attitude de la part du gouvernement actuel. Voilà qui est plus important que toute autre chose. Même le secret auquel est tenu le cabinet ne peut dissimuler le fait que le gouvernement aborde le problème de l'économie sur un ton froid, calculé et de propos délibéré. C'est le message qui passe par l'intermédiaire du ministre des Finances (M. Benson) et le ministre du Travail (M. Mackasey). C'est le message que transmet le premier ministre (M. Trudeau) depuis des années. Le gouvernement n'est pas disposé pour le moment à passer outre.

Aucun des ministres, y compris le ministre des Finances, n'a visité le pays dernièrement. Ils n'ont pas visité les queues pour la soupe. Pas plus qu'ils n'en ont vu les effets sur les chômeurs. Ils en ignorent tout. Je ne puis concevoir d'expression mieux trouvée pour décrire l'attitude du gouvernement que celle du chef de l'opposition (M. Stanfield). Il a déclaré que le gouvernement abordait l'économie d'une façon mécanique. C'est regrettable. Le gouvernement ne s'inquiète pas des répercussions sur 538,000 Canadiens.

Je puis difficilement accepter l'attitude du ministre des Finances. Bien des Canadiens, dont certains de mes mandants, ne peuvent croire qu'il ait adopté pareille attitude. Le ministre a paru à la télévision, pipe à la bouche, et a déclaré: «J'aimerais dire aux Canadiens que 538,000 personnes sont en chômage. Il n'existe pas de problème. Le gouvernement l'étudie. Nous avons reconnu le problème en mars dernier. Nous prêterons 150 millions de dollars en décembre.» C'est là une attitude inconcevable.

Le chef de l'opposition a dit quelque chose hier qui frappait juste pour chacun des députés et pour bien d'autres à l'extérieur. Il a parlé de l'amertume que ressentent les 3,000 à 5,000 Canadiens de Vancouver qui faisaient la queue pour obtenir du secours. Cette amertume n'était pas nécessairement dirigée contre le premier ministre ou le gouvernement, mais contre l'institution du gouvernement et du Parlement à cause de son incapacité à régler le problème du chômage au Canada. Ces gens n'attendent plus rien. Leur désespoir est très profond. Il n'en est pas ainsi dans chaque province. Ce sentiment perce dans l'attitude de bien des gens dans la province que je considère la plus pacifique du Canada.

Il y a quelques années, le peuple canadien a acheté chat en poche. Je suppose que nous avons tous fait cette erreur. Nous devons nous incliner devant une décision démocratique. Cette année-là, on promettait aux Canadiens comme cadeau de Noël une société juste. Depuis lors, il y a eu une insurrection appréhendée au Québec. Les Canadiens estiment que le gouvernement a au moins promulgué la loi sur les mesures de guerre. Chose certaine, cette insurrection appréhendée est survenue durant le règne du premier ministre actuel. La semaine dernière, M. Cournoyer, ministre du Travail au Québec, a déclaré qu'on appréhendait une révolution dans cette province. Je ne connais pas le ministre. Il doit être raisonnable et digne de foi, car il a été nommé membre du cabinet par le premier ministre provincial.

Il s'est produit, à mon avis, un accroissement de la disparité entre les régions et une augmentation des impôts. Je prétends que le séparatisme a aussi empiré. Il y a certainement beaucoup plus de gens qui font la queue pour du pain. Le taux de chômage est maintenant de 6.6 p. 100, soit environ 1 p. 100 de plus qu'en décembre 1969. J'estime qu'il s'agit d'un travail planifié de la part du gouvernement. Un ministre de la Couronne a déclaré la semaine dernière qu'il nous faudrait probablement tolérer un taux de chômage de 10 p. 100 au Canada.

**Des voix: Honte!**

**M. Lundrigan:** Le ministre des Finances a dit: Nous acceptons cela. Le ministre du Travail a demandé quelle était la différence entre le chômage de 1971 et celui des années 1969 et 1970. Le premier ministre a déclaré que le gouvernement créerait du chômage sans tenir compte des circonstances ou des résultats. Un autre ministre, un vrai poids lourd, a laissé entendre qu'il nous faudrait peut-être tolérer un taux de chômage de 10 p. 100 dans notre pays. Le premier ministre se trompe dans son jugement sur l'humeur des Canadiens. Il s'appuie sur l'expérience